



Violence politique de genre sur les réseaux sociaux en Amérique Latine

Étude de la violence et désinformation en ligne contre les femmes politiques lors des campagnes présidentielles et nationales en Amérique Latine et aux Caraïbes (2020 – 2023) : impacts et nouvelles mesures de protection.

par *Tim Laurence*¹

La présente communication a pour objectif principal d'étudier et de comprendre les mécanismes et effets des discours haineux, violents et messages de désinformation sur les réseaux sociaux contre les femmes engagées en politique au niveau national en Amérique Latine et aux Caraïbes, entravant de facto leur participation politique aux élections nationales par des mécanismes d'autocensure et de mise au silence.

Après une analyse comparative régionale détaillée de cas emblématiques de violence de genre et de désinformation dans les médias et réseaux sociaux contre les femmes politiques engagées dans des élections présidentielles et nationales en Amérique Latine de 2020 à 2023, l'objet de cette recherche est de mettre en évidence les impacts de la désinformation sur ces dernières lors des élections, afin de développer des mesures de protection appropriées.

La phase introductive rappelle que les femmes sont historiquement sous-représentées dans les espaces de décision et de représentation politique et électorale dans les 33 pays de la région, et revient sur le cycle électoral intense commencé en 2020 en Amérique Latine et dans les Caraïbes. En rappelant les perspectives de renouvellement du champ politique offertes par ces échéances électorales, elle revient sur les obstacles structurels qui limitent la participation pleine et effective des femmes aux espaces de représentation démocratique, parmi lesquelles la violence politique de genre en ligne.

La première partie propose une analyse quantitative et qualitative des campagnes de violence de genre dans le champ politique et de désinformation envers des femmes engagées politiquement au niveau national lors des élections sur le continent. En revenant d'un point de vue définitionnel sur l'adoption récente d'un consensus régional sur la violence politique et le harcèlement à l'encontre des femmes, elle vise à explorer le champ d'application de ce concept aux technologies de l'information et de la

¹ Les propos énoncés dans les publications soutenues par l'Organisation internationale de la Francophonie ne sauraient en rien engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation.

communication. A partir de l'exemple historique de la violence en ligne contre la sénatrice Ana Gabriela Guevara en 2016 au Mexique, cette communication analyse en termes quantitatifs et qualitatifs les violences en ligne contre les femmes politiques engagées au Chili, en Équateur, au Costa Rica, au Honduras et en Uruguay de 2020 à 2023. Elle caractérise et catégorise les messages reçus, et insiste également sur l'impact directe de cette violence, allant parfois jusqu'à des menaces de mort. Elle analyse enfin les effets produits de ces messages violents sur les femmes politiques provoquant des mécanismes d'autocensure et de mise au silence, conjugué à des crises de panique, d'anxiété et un sentiment accru de vigilance.

La deuxième partie propose une étude des différentes stratégies juridiques recensées en Amérique latine visant à prévenir, punir et éradiquer le harcèlement et/ou la violence en ligne à l'encontre des femmes en politique. Elle revient sur les campagnes de sensibilisation et de communication élaborées par des organisations de la société civile et des gouvernements de la région, en Argentine, en Bolivie, au Mexique, au Paraguay et en République Dominicaine. A partir des bonnes pratiques identifiées et des mécanismes réglementaires formulés entre autres par la Commission interaméricaine des femmes (OEA-CIM), le Mécanisme de suivi de la Convention de Belém do Pará (MESECVI) et les agences du Système des Nations Unies, cette deuxième partie revient sur l'intégration progressive et récent du concept de violence politique fondée sur le genre dans les lois intégrales de violence dans la législation des pays de la région. En invitant à une expansion du champ réglementaire à la violence en ligne, la présente recherche fournit des recommandations aux décideurs politiques pour promouvoir des politiques publiques libres de violence en ligne.

La méthode de recherche associée à cette étude repose sur une analyse des campagnes de violence de genre en ligne et de désinformation contre les femmes politiques dans les pays d'Amérique Latine. Elle est également fondée sur une étude académique, juridique et institutionnelle des bonnes pratiques gouvernementales et internationales de protection sur cette thématique.

1. Introduction

En Amérique Latine et dans les Caraïbes, les femmes sont historiquement sous-représentées dans les espaces de décision et de représentation politique et électorale dans les 33 pays de la région. Selon les dernières données régionales de 2023, il y a seulement quatre femmes cheffes d'Etat, à la Barbade, au Honduras, au Pérou et à Trinité-et-Tobago (Union Interparlementaire et ONU Femmes, 2023), et en moyenne 35,8% de femmes parlementaires sur le continent (CEPALC, 2023). A ce rythme, il faudra plus de 40 ans pour atteindre la parité dans les parlements. Au niveau local, ce sont seulement 15,4% des femmes qui sont maires et 25,5 % des sièges qui sont occupés par des femmes dans les gouvernements locaux au niveau infranational (ONU Femmes, 2022).

Les femmes engagées en politique en Amérique Latine et aux Caraïbes font face à une série d'obstacles structurels qui limitent leur participation pleine et effective aux

espaces de représentation démocratique. Parmi ces entraves, les discours haineux, violents et les messages de désinformation sur les réseaux sociaux se sont multipliés contre les femmes engagées dans la région.

Depuis 2020-2021, la région latinoaméricaine est le théâtre d'un « super-cycle électoral » (Zovatto D, 2022) marqué par de nombreuses élections présidentielles et nationales, en République Dominicaine et en Bolivie en 2020 ; en Équateur, au Pérou, au Nicaragua, au Honduras, au Chili en 2021 ; au Costa Rica, en Colombie et au Brésil en 2022 ; et au Paraguay, au Guatemala et en Argentine en 2023. Ces événements électoraux de renouvellement ou de confirmation des autorités politiques en place ont eu l'occasion de reconfigurer le panorama politique latinoaméricain et caribéen, y compris en termes de participation politique des femmes.

2. Impact de la violence en ligne contre les femmes engagées en politique

En Amérique Latine et aux Caraïbes, la violence politique et le harcèlement contre les femmes n'ont fait l'objet que récemment, en 2015, d'une définition régionale commune. Les autorités nationales du mécanisme de suivi de la convention interaméricaine visant à prévenir, répondre et éliminer la violence contre les femmes telle qu'établie par la convention Belém do Pará (MESECVI) de l'Organisation des Etats américains ont reconnu « que la violence politique et le harcèlement à l'encontre des femmes les empêchent d'être reconnues en tant que sujets politiques et découragent donc l'exercice et la poursuite de leur carrière politique » (OEA-MESECVI, 2015).

Par définition internationale, la violence en ligne contre les femmes politiques couvre « tout acte de violence fondée sur le genre qui est commis, facilité ou aggravé pleinement ou partiellement par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, par exemple les téléphones portables et les smartphones, Internet, les plateformes des médias sociaux ou les courriers électroniques, et qui vise une femme parce qu'elle est une femme ou touche spécialement la femme » (Nations Unies, 2018). Aucun consensus régional n'a néanmoins codifié à ce jour la violence en ligne contre les femmes politiques.

La violence en ligne contre les femmes engagées en politique n'est pas virtuelle. Elle se manifeste par des expressions discriminatoires, des insultes chargées de stéréotypes sexistes, la diffusion de rumeurs et de fausses nouvelles, la publication de messages dénigrants en référence au corps et à la sexualité des femmes, le discrédit, le harcèlement et les menaces (OEA CIM-MESECVI et ONU Femmes, 2022).

Historiquement, un cas emblématique de violence de genre coordonnée en ligne dans la région a été celui de l'ancienne athlète mexicaine et sénatrice Ana Gabriela Guevara en 2016. Après avoir publié sur les réseaux sociaux les agressions physiques qu'elle a subies sur la voie publique, elle a été insultée par des groupes organisés autour des hashtags #MujerGolpeadaEsMujerFeliz (« Une femme battue est une femme heureuse »). La violence en ligne et la violence physique subie par la femme politique se sont alimentés (Barrera L., 2017).

Lors des dernières campagnes électorales, les femmes engagées ont subi de nouvelles formes de violence directement sur les réseaux sociaux, qui s'expriment dans le cadre politico-électoral (Archenti N. et Albaine L., 2018).

En Uruguay, les élections générales de novembre 2019 et les élections municipales et départementales de septembre 2020 ont été le théâtre d'une intensification de la violence de genre en ligne. Selon une analyse publiée par ONU Femmes, près de 38 000 des 141 000 messages mentionnant des femmes politiques sont violents, représentant 26,8 % des tweets mentionnant, citant ou répondant à des femmes politiques sur Twitter au cours d'une période de 13 mois de juin 2019 à juin 2020 (ONU Femmes Uruguay, 2022).

Au Chili, dans le cadre du processus convention constitutionnelle de 2021, 76% des femmes élues à l'Assemblée Constituante chilienne disposant d'un compte Twitter ont reçu des messages violents et haineux au cours des mois de novembre et décembre (Mujeres y Política, 2022). La périodicité et le niveau de violence des messages envoyés fluctuent selon le niveau d'activité politique, en hausse à l'approche des élections, et du niveau d'exposition médiatique des femmes politiques.

En Amérique centrale, lors des élections générales au Honduras en novembre 2021 et au Costa Rica en février 2022, diverses pratiques de violence numérique fondée sur le genre sur le réseau social Twitter ont été également identifiées. Dans les deux pays, respectivement 570 et 178 tweets violents contre les femmes engagées au Honduras et au Costa Rica ont été identifiés lors des processus électoraux (IPANDETEC, 2022).

En termes qualitatifs, les différentes manifestations de la violence politique en ligne à l'égard des femmes s'expriment notamment par l'usage d'un langage sexiste, discriminatoire, de haine et de désinformation. Les mots utilisés et les expressions offensantes utilisées envers les femmes politiques peuvent être catégorisées, renvoyant à des caractéristiques distinctes (Tableau 1).

Tableau 1 : Catégorie de messages violents utilisés sur les réseaux sociaux contre les femmes politiques en Amérique Latine.

Catégorie de messages violents	Exemple de mots et expressions utilisés contre les femmes politiques en Amérique Latine (traduction)
Insulte liée à l'apparence physique	Ordinaire, laide, grosse, moche, dégoûtante, désagréable, vieille, femmes des cavernes, visage suffisant, ivrogne.
Terme diffamatoire lié au sexe / à la sexualité	Sorcière, pute, prostituée, garce, salope, putain, fille de pute, mal baisée, chienne, suceuse, prépayée.
Evaluation des capacités intellectuelles	Médiocre, idiot, stupide, brute, incapable, âne, poubelle, déchet, imbécile, clown, hypocrite, pleurnicharde, ignorante, serpent, tais-toi, va dormir, sans cervelle, dédaigneuse.
Attaque directe pour des idées féministes ou progressistes	Folle, criminelle, assassine, tueuse, hystérique, avorteuse, féministe en carton, dérangée, thérapie, idéologie de genre, féminazi, malade, immoral.

Critique des idées politiques	Soumise, complaisante, infâme, traître, marionnette, fasciste, guérillera, populiste, chaviste, nazi, prison, communiste de merde, pinochetiste, amante de Maduro, narco-communiste.
Terme offensant lié au travail politique effectué	Lamentable, néfaste, corrompue, vendue, honte, merde, salaire, désastre, vendeuse de fumée, pathétique, fausse, parasite, voleuse, délinquante, narco-délinquante, rackettrice, misérable.
Menace de mort ou de crime	Tuer, assassinat, balle, bombe, brûler, respirer, vie, Marielle vous attend, coup, risques.
Insulte liée à une identité ethnique	Indigène, noir, indienne en carton, terroriste mapuche.

Source : Élaboration propre, à partir de la catégorisation proposée par ONU Femmes Équateur et PNUD, 2022 ; Cuellar L., et Chaher S., 2020

Les effets négatifs de cette violence sont nombreux, entraînant de profondes séquelles à court, moyen et long terme pour les femmes engagées en politique dans la région. Il est prouvé que la violence en ligne affecte différents aspects de la vie des femmes, qui font état de crises de panique, de stress ou d'anxiété, de perte d'estime de soi ou de confiance, de périodes d'isolement social, entre autres conséquences, jusqu'au retrait même de la vie politique (ONU Femmes et OEA CIM-MESECVI, 2022). Des mécanismes d'autocensure et de mise au silence sont également à l'œuvre qui limitent leur expressions publiques.

Produit paroxystique de ce *continuum* de violence politique de genre, de nombreuses femmes politiques en campagne ou élues en Amérique Latine et dans les Caraïbes ont dénoncé des menaces de mort en ligne, parmi elles, Francia Márquez, candidate puis vice-présidence de la Colombie, à deux reprises en 2022 ; María del Carmen Alva, Présidente du Congrès du Pérou en 2022 sur Whatsapp ; Andréia de Jesus, députée du Brésil en 2022 par courriel ; Delsa Solórzano, candidate présidentielle au Venezuela en 2023 sur Facebook ; Deicy Bermudez, candidate municipale de Medellín en Colombie en 2023 qui a pris la décision d'annuler sa présence à un débat, et Luisa González, candidate présidentielle en Équateur en 2023 obligée d'utiliser un gilet pare-balle, entre autres.

Pour les femmes ayant une visibilité publique élevée, la régularité avec laquelle elles subissent la cyberviolence est l'une des raisons pour lesquelles elles décident de fermer leurs comptes sur les réseaux sociaux. Un rapport régional d'ONU Femmes en 2022 sur un échantillon de femmes engagées en politique et dans les médias indique que 40 % ont fait état d'autocensure et 80 % ont craint pour leur sécurité physique (Alliance régionale pour la libre expression et information et ONU Femmes, 2022).

3. Bonnes pratiques et nouvelles mesures de protection

Face à ce déferlement de violence numérique contre les femmes politiques, différentes mesures de protection multiniveaux et multi-acteurs ont été développés afin de prévenir les messages de haine et de désinformation.

Des campagnes de sensibilisation élaborées par des organisations de la société civile ont circulé dans les pays de la région. Depuis 2021 au Mexique, la campagne « *#AltoALaViolenciaPolíticaContraLasMujeres* » (Arrêter la violence politique contre les femmes) promue par l'Observatoire de la participation politique des femmes vise à visibiliser ce coût politique supplémentaire indu pour les femmes.

Fin 2020, en Bolivie, les services de l'Etat ont également lancé une « campagne pour la permanence des femmes à leurs postes, sans harcèlement ni violence politique » diffusée à la radio et sur les réseaux sociaux, en espagnol, en aymara et en quechua, conjuguée à des ateliers de sensibilisation en présence de femmes élues (OEA-MESECVI, 2020). Celui-ci a été accompagné d'un guide de signalement de la violence politique et du harcèlement pour les femmes élues dans l'exercice de leur fonction publique (ONU Femmes Bolivie et Ministère de la Justice et de la transparence institutionnelle, 2023).

Des formations spécifiques à destination des candidates peuvent également être mises en œuvre. Au Paraguay, le Tribunal Supérieur de Justice Électorale a directement organisé une formation pour les pré-candidates aux élections générales sur la violence politique à l'encontre des femmes, ainsi que sur la sororité et la formation de réseaux comme outil politique. En République Dominicaine, dans le cadre de la campagne internationale des 16 jours d'activisme, le Tribunal Supérieur Électoral, a également organisé en 2022 des ateliers spécifiques sur les formes de violence politique contre les femmes afin de sensibiliser sur les séquelles psychologiques.

Dans la région, des initiatives tripartites entre les gouvernements, le système des Nations Unies et le secteur privé ont également eu lieu. Au Mexique et en Argentine, le réseau social Instagram a ainsi lancé conjointement en 2021 avec ONU Femmes et l'Institut National Electoral un guide de sécurité pour les femmes en politique (Instagram et ONU Femmes, 2021). L'objectif est de s'assurer que les femmes disposent des connaissances nécessaires pour activer les protocoles de signalement lorsqu'elles sont victimes de violence politique sur les réseaux sociaux, afin de signaler les commentaires offensants et gérer les interactions indésirables.

Sur le plan normatif, depuis 2015, la Convention de Belém do Pará (1994) a adopté une déclaration pionnière sur la violence politique et le harcèlement à l'égard des femmes en Amérique latine. Par la suite, la loi type interaméricaine sur la violence politique à l'égard des femmes de l'Organisation des États américains (OEA-CIM, 2017) a été adoptée, sur les préceptes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de 1979.

Dans cette dynamique, certains pays ont intégré la violence politique contre les femmes dans les lois sur la violence fondée sur le genre (Argentine, 2019, Bolivie, 2012, Équateur, 2018 et 2020, Mexique, 2020, Panama, 2013, Paraguay, 2016 et Uruguay, 2018). Il manque néanmoins d'un engagement normatif régional adéquat et harmonisé pour la prévention et l'élimination de la violence numérique fondée sur le genre, qui se traduit actuellement par une traduction pénale limitée (ONU Femmes, 2021, OEA CIM-MESECVI et ONU Femmes, 2022).

En cela, les États de la région doivent désormais amplifier ces protections normatives sur la base des normes régionales et internationales. Ils doivent légiférer pour assurer une plus grande protection réglementaire pour les violences politiques en ligne contre les femmes. L'adaptation du système judiciaire qui traite les plaintes pour violence numérique est fondamental. Une révision des protocoles éducatifs sur le harcèlement, afin d'y intégrer la prévention de la violence numérique à l'égard des femmes et des filles est également nécessaire (Nations Unies, Costa Rica, 2023).

4. Conclusion

Ces dernières années, les campagnes de violence politique de genre et désinformation à l'égard des femmes engagées en politiques se sont multipliées en Amérique Latine et aux Caraïbes, en particulier en ligne. Lors des campagnes électorales nationales et présidentielles, les médias sociaux ont été utilisés à mauvais escient pour désinformer, diviser et générer de la haine à l'encontre des femmes politiques de la région.

Il est impossible de renforcer la démocratie si les femmes sont victimes de violence en ligne et ne participent pas aux prises de décision. La réduction au silence des femmes ayant une voix publique sur les réseaux sociaux implique nécessairement un appauvrissement de la qualité de la démocratie.

Seul un engagement intégral et commun des gouvernements par la voie réglementaire, en collaboration avec les organisations de société civile, féministes, universitaires, du Système des Nations Unies et des organisations internationales permettra une réelle protection des femmes politiques contre la désinformation et la violence politique en ligne.

Bibliographie :

Alliance régionale pour la libre expression et information et ONU Femmes, *Violencia de género en línea hacia mujeres con voz pública. Impacto en la libertad de expresión* [espagnol], 2022.

Archenti N. et Albaine L., *O Feminismo na política. Paridade e violência política de gênero na América Latina. Participação político feminina na América*; Konrad Adenauer Stiftung; Cadernos Adenauer, [portugais], 2018, 9-24.

Barrera L. (coord), *La Violencia en Línea contra las Mujeres en México. Informe para la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer. Luchadoras, México*, 2007.

Cuellar L. y Chaher S., *Ser periodista en Twitter. Violencia de género digital en América Latina*, Fundación Sentido, Comunicación para la Igualdad Ediciones, [espagnol], UNESCO, 2020.

CEDAW, *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, Résolution 34/180 du 18 décembre 1979, 1979.

CEPALC, *Observatorio de Igualdad de Género de América Latina y el Caribe*. [En ligne]. CEPALStat. [Page consultée le 6 octobre 2023]. Disponibilité et accès : <https://oig.cepal.org/es>

IPANDETEC, *Monitoreo de violencia política digital contra las mujeres Honduras y Costa Rica 2021 – 2022*, Marión Branceso: Panamá, 2022.

Instagram et ONU Femmes, *Guide de sécurité d'Instagram pour les femmes en politique* : Mexique [espagnol], 2021.

Mujeres y Política, *Proyectos mujeres y política en Twitter: Análisis de mensajes violentos a mujeres consituyentes* [espagnol]: Santiago du Chili, 2022.

Nations Unies, *Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences concernant la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles du point de vue des droits de l'homme*, 38e session du CDH, A/HRC/38/47, 2018.

Nations Unies Costa Rica, "*Guía de acción para enfrentar la violencia digital contra las mujeres en política*", Danilo Mora Díaz: Costa Rica, 2023.

OEA - MESECVI, *Declaración sobre la violencia y el acoso políticos contra las mujeres* [espagnol], Ser.L/II.7, 15 octobre 2015: Lima, 2015.

OEA – MESECVI, *Estado Plurinacional de Bolivia, Informe de implementación de las recomendaciones de CEVI*, OEA/Ser.L/II/7.10, [espagnol], 2020.

ONU Femmes, *Women in local governments* [en ligne], 2022. [Page consultée le 6 octobre 2023]. Disponibilité et accès <https://localgov.unwomen.org/>

ONU Femmes, *Prévention des violences à l'égard des femmes en politique* : New York, 2021

ONU Femmes Bolivie, Ministère de la Justice et de la Transparence institutionnelle, Vice-Ministère de l'Égalité des chances, *Guide de signalement de la violence politique et du harcèlement pour les femmes élues dans l'exercice de leur fonction publique* [espagnol], 2023.

ONU Femmes Équateur et PNUD, *Guía sobre violencia política de género contra las mujeres en medios de comunicación y redes sociales*: Quito, [espagnol], 2022.

ONU Femmes Uruguay, *Cuantificación y análisis de la violencia contra las mujeres políticas en redes sociales* [espagnol], 2022.

OEA CIM-MESECVI et ONU Femmes, *Ciberviolencia y Ciberacoso contra las mujeres y niñas en el marco de la Convención Belém Do Pará*, Initiative Spotlight [espagnol], 2022.

Union Interparlementaire et ONU Femmes, *Les femmes en politique 2023*, 2023.

Zovatto D, *El superciclo electoral latinoamericano 2021-2024, Diálogo Político 2*, [espagnol], Idea International, 2022.